

Livres

Number 783, March–April 2016

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/81031ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

(2016). Review of [Livres]. *Relations*, (783), 45–47.

Généalogie de la violence

Le terrorisme : piège pour la pensée

GILLES BIBEAU
Montréal, Mémoire d'encrier,
2015, 250 p.

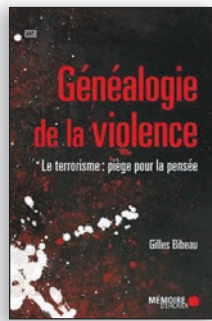
Les réflexions sur le terrorisme et la violence sont nombreuses dans les grands médias. Y défilent le plus souvent des analystes politiques, des journalistes et différents spécialistes surfant sur l'actualité et faisant le plus souvent l'apologie du tout sécuritaire. Ce qui manque toutefois, c'est une analyse fondée sur la longue durée historique et un regard permettant de saisir les ressorts et les soubassements anthropologiques des sources et des usages de la violence. C'est à quoi s'attelle très précisément ce livre de l'anthropologue québécois Gilles Bibeau.

La généalogie de la violence qu'il propose s'appuie sur un travail ethnographique considérable et met en évidence les réponses diversifiées que différentes cultures et civilisations ont apportées, à travers des récits symboliques et des systèmes éthiques et juridiques, afin de domestiquer et réguler la violence constitutive des rapports sociaux.

Son travail, qui se situe dans le sillage de Claude Lévi-Strauss, contribue notamment à contrecarrer les discours fondés sur l'incompatibilité culturelle et « le choc des civilisations » qui orientent actuellement les réponses occidentales au terrorisme, et plus généralement leur cadre idéologique en matière de politique globale.

L'auteur rappelle que le « long processus de civilisation de l'humanité n'a jamais cessé de se confronter à l'implacable de la violence, la débusquant dans ses sources et la scrutant dans la pluralité de ses expressions » (p. 36). Il invite donc à ce que l'on réfléchisse collectivement à la manière de brider et de réguler les formes contemporaines de violence, à défaut de parvenir à les éradiquer.

Un des aspects importants du livre tient au fait qu'il montre bien que nos États n'ont pas su donner de portée effective aux mécanismes onusiens visant à contrer



la violence souveraine de l'État, pas plus qu'ils ne disposent des outils pour faire face aux logiques de privatisation de la guerre et aux visées expansionnistes et impérialistes inhérentes aux stratégies dites de contre-terrorisme.

Aujourd'hui, la sophistication des armements, leur miniaturisation et leur prolifération restent cachées tandis que la violence « légitime » de la guerre s'impose, notamment sous le couvert de concepts humanitaires, comme la « responsabilité de protéger » et les attaques dites préventives. Les assassinats ciblés, comme les interventions virtuellement téléguidées, cherchent à créer un état de fait et à faire accepter le soi-disant consensus politique mondial qui existerait en faveur de la guerre.

Le livre démonte aussi la logique cynique des États-Unis qui les mène à instrumentaliser en leur faveur des groupes djihadistes – qu'on dit officiellement vouloir éradiquer. À cet égard, l'auteur expose bien la propension à l'escalade inhérente à la stratégie néoconservatrice étasunienne au Moyen-Orient. On prend ainsi toute la mesure d'une politique militariste qui imprègne les grands axes de la politique étrangère étasunienne et dépasse le clivage démocrates-républicains.

Face à cet état de fait, Gilles Bibeau s'attelle à la tâche de construire un cadre de pensée qui remette radicalement en cause la prétention hégémonique de l'Occident et son inébranlable certitude quant à sa mission civilisatrice dans le monde. Il avance avec force l'idée que « seule une universalité respectueuse des écarts différentiels entre les civilisations permettra d'établir un monde dans lequel les échanges et dialogues donneront une place à la pluralité de versions de l'humanité » (p. 225).

Sa proposition peut être résumée par la formule d'une « politique de civilisation » : celle-ci vise à faire contrepoids à la tendance uniformisatrice voulant imposer un illusoire projet de standardisation universelle de l'humanité. Une telle pers-

pective exige d'opter pour un monde véritablement multipolaire et pluricivilisationnel. La fondation d'un tel monde doit toutefois clairement laisser coexister des modèles politiques et économiques différents. Sommes-nous en mesure d'entendre un tel point de vue ?

Mouloud Idir

Cinquante ans de caricatures en environnement

ANDRÉ BÉLISLE
Préface de Christian Vachon, Montréal,
Écosociété, 2015, 180 p.

Le militant écologiste André Bélisle, président et cofondateur de l'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique, nous offre ici, en collaboration avec le Musée McCord, une recension des caricatures publiées au Québec et au Canada abordant des luttes environnementales menées au cours des 50 dernières années. Parmi ces quelque 130 caricatures, on retrouve, entre autres, celles d'Aislin (*The Gazette*), de Bado (*Le Droit*), de Beaudet et Pier (*Le Journal de Montréal*), de Chapleau (*Le Devoir* et *La Presse*), de Fleg (*Le Soleil* et *Yahoo! Québec*), de Garnotte (*Le Devoir*) et de Godin (*Voir* et *Sympatico*). Plus on avance dans cette anthologie, plus s'accroît l'impression d'être en face d'une entreprise humaine de destruction de la Terre, sans qu'on ait à noircir le trait.

L'ouvrage étonne d'abord en nous apprenant que les bas de nylon des femmes, dans les années 1960, fondaient lorsqu'il faisait très chaud à cause des concentrations trop élevées d'oxyde d'azote dans l'air ! Cette première section permet de nous remémorer les dessins magnifiques de John Collins, « cartoonist » à *The Gazette*. Ses œuvres comptent parmi les rares de ce livre qui présentent les luttes environnementales comme une critique du capitalisme, représenté ici par l'idée du progrès, les autres dessins choisis



insistant plutôt sur des enjeux plus spécifiques.

C'est le cas des « pluies acides », devenues un enjeu international dans les années 1980. Grâce à un énorme mouvement de conscientisation et malgré la signature, en 1991, d'un accord entre Brian Mulroney et Ronald Reagan pour la réduction des émissions des gaz à la source du problème, celui-ci menace toujours par accumulation progressive pas moins de 75 % des lacs de l'est du Canada. Les émissions des raffineries de pétrole et celles provenant de l'extraction des sables bitumineux et des nouveaux centres de production pétrolière et gazière dans les Maritimes sont pointées du doigt. De même, les BPC, considérés « avant la tragédie de Lac-Mégantic comme la pire catastrophe écologique de l'histoire du Québec », sont revenus dans l'actualité en 2013, avec le refus de l'entreprise Reliance de nettoyer un site d'entreposage illégal contaminé situé non loin d'un quartier résidentiel de Montréal.

Le rappel de certaines crises environnementales est intéressant, d'autant que dans quelques cas, la lutte écologique des citoyens a réussi à faire bouger les choses. Ceci dit, à part ce qui concerne les catastrophes naturelles (déluge au Saguenay, crise du verglas, débordement de la rivière Richelieu), tous les autres sujets du livre nous rappellent cruellement que les luttes ne sont pas derrière nous et que nous ne sommes pas à l'abri d'une autre marée noire ou de la reprise des fracturations hydrauliques pour extraire du gaz de schiste.

Malgré une écriture un peu bancal et des sections inégales, l'ouvrage fait aussi bien ressortir l'inaction des gouvernements en matière environnementale. De George Bush père à Nathalie Normandeau, en passant par Jacques Parizeau et Jean Charest, l'incompétence à affronter les enjeux écologiques a de quoi nous accabler. Heureusement, le trait de crayon n'est pas loin pour les railler joyeusement et mettre en lumière l'absurdité de leurs discours devant des dégâts monumentaux (prenons pour exemple le déversement de milliards de litres d'eaux usées dans le fleuve Saint-Laurent, en novembre 2015).

Marie-Pier Frappier

Guy Paiement, prophète du pays réel

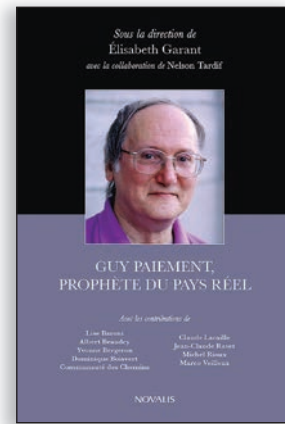
ÉLISABETH GARANT (DIR.)

Montréal, Novalis, 2015, 336 p.

Nous devons remercier le Centre justice et foi d'avoir publié ce livre sur les écrits du jésuite Guy Paiement (décédé en 2010) et ses multiples engagements, notamment dans la Communauté de base des Chemins, au Centre Saint-Pierre, aux Journées sociales du Québec, à la revue *Relations*, etc.

L'ouvrage est bien construit. Par ordre chronologique, on y regroupe des textes choisis qui couvrent la période de 1975 à 2009, en les plaçant sous deux grandes thématiques : foi, spiritualité et théologie, d'une part ; analyse, justice et engagement social, d'autre part. Une courte introduction et quelques textes d'appoint de collaborateurs et collaboratrices structurent chaque section. Cette façon de faire permet au lecteur de bien saisir les fondements et les développements de la pensée de ce religieux engagé dans le pays réel. Elle favorise aussi la compréhension d'un mouvement social post Vatican II qui a eu des répercussions dans plusieurs régions du Québec et au cœur duquel Guy Paiement était à la fois un prophète, un théologien, un pédagogue et un rassembleur.

Ce livre n'a pas uniquement une valeur historique. Les réflexions et les façons de faire qu'on y trouve gardent toute leur pertinence aujourd'hui tant pour les personnes qui sont préoccupées par les inégalités de toutes sortes et par les façons de s'en sortir que pour celles qui s'intéressent aux questions de foi et de spiritualité telles qu'elles se posent dans le monde et l'Église aujourd'hui. Pour Guy Paiement, il n'y a pas de dissociation entre le social et le spirituel ; on décèle chez lui un effort constant pour établir les liens et les interpellations entre les problématiques ecclésiales, sociales et politiques en fonction du vécu concret des personnes. Comme l'affirme Élisabeth Garant en avant-propos, la division même de l'ouvrage en deux parties « est quelque peu factice. Ce ne sont guère des divisions étanches. Il y a des textes dont le caractère religieux est indéniable, mais la préoccupation pour



les enjeux du monde et pour les plus marginalisés s'y glisse constamment. De même, ses textes à portée plus politique et sociale parlent à partir de symboles et en termes séculiers de l'Esprit et de l'Espérance qui l'habitaient et qu'il décelait ».

Deux thèmes ont attiré plus particulièrement mon attention : la communauté et l'analyse sociale. Guy Paiement a participé pendant 40 ans à la Communauté de base des Chemins. Elle a été pour lui un lieu de déplacement continu de la foi, d'accueil de l'autre, de découverte du pays réel, d'attention aux personnes dont les droits sont brimés, d'interrogation sur le devenir humain. Il la décrit comme un rassemblement où s'exprime le souffle de l'Esprit si nécessaire aux engagements, aux ruptures avec une société et une religion figées, au dépassement de soi. Pour lui, toute communauté, pour être vraie, doit être une fraternité célébrante et engagée. Dans cette période de restructuration paroissiale si difficile pour la vie des communautés en Église, la réflexion de Guy Paiement est fort instructive et interpellante.

De même, au moment où l'Église prend, sous l'influence du pape François, une conscience renouvelée de l'option pour les pauvres, toute la seconde partie du livre nous rappelle l'importance de l'analyse sociale et de la recherche des causes des inégalités. Guy Paiement présente des outils pour des démarches en petits groupes, mais il livre aussi son diagnostic toujours pertinent du « Québec cassé en deux » et du processus d'appauvrissement. Il invite à redécouvrir l'importance du territoire, pour favoriser un vrai développement, et la prise de conscience de soi comme citoyen engagé, pour permettre le changement.

Jacques Racine

Osons rester humain

*Les impasses
de la toute-puissance*

GENEVIÈVE AZAM

Paris, Les Liens qui libèrent, 2015, 221 p.

Dans cet essai, Geneviève Azam, économiste et porte-parole d'Attac France, constate la dangereuse fragilisation conjointe des sociétés, des humains et des écosystèmes. À son avis, «la vitesse et l'ampleur des destructions sont à la mesure de l'effondrement d'un système à bout de souffle» (p. 14). Comment l'humanité peut-elle remédier à la désintégration de son monde ?

«Le secours ne peut venir de la croyance en un sujet tout-puissant, extérieur à une nature infiniment maîtrisable» (p. 16), conception découlant d'un dualisme occidental ayant mis en opposition radicale la nature et la société (ou la culture). L'auteure soutient que «cette déliaison a autorisé à la fois la domination de la nature et une hiérarchie sociale fondée sur le degré d'émancipation vis-à-vis des éléments naturels» (p. 18). Elle invite l'humanité à se sortir de l'impasse actuelle en déconstruisant avec humilité ce dualisme.

Ainsi, la fragilité, si assumée, pourrait servir d'appui au déploiement d'une force créatrice et rassembleuse. Cette voie pourrait restituer aux humains leur capacité d'embrasser les multiples dimensions du monde vivant. Elle inviterait à «assumer l'humus, la réalité physique et sensible du

monde [et] à faire nôtre l'altérité des choses naturelles, attestée par leur permanence, leur autonomie et leur efficacité propres» (p. 217).

L'économiste offre aussi un contre-argumentaire éthique à ce qu'elle appelle les «voies nouvelles de la toute-puissance»: à son avis, certains courants de pensée déconstruisent (à raison) le dualisme évoqué, mais en niant (à tort) la part d'altérité de la nature. Elle redoute la montée d'un «utopisme cyborg» s'appuyant sur les promesses renouvelées de la cybernétique et de la technique pour l'amélioration de la condition humaine. Constatant pour sa part la défaite patente de «l'idéalisme prométhéen», elle déplore que la fragilité écologique puisse encore être assimilée à une erreur de la nature ou à un défaut de rationalité.

Azam critique d'abord le mouvement post-environnementaliste, qu'elle associe au sociologue des sciences Bruno Latour. Celui-ci proclame la mort d'une certaine idée de la nature au sein d'une modernité aboutie où se confondent nature et technologie, et où l'on semble pleinement assumer tout dérapage technoscientifique. Il appelle, selon ses propres mots, à mettre «enfin sur le devant de la scène la qualité intrinsèquement politique de l'ordre naturel» (p. 93) et à hiérarchiser «l'ensemble hétérogène des entités» humaines et non humaines «grâce au calcul économique» (p. 103).

L'auteure critique ensuite le «féminisme cyborg» de l'historienne des sciences et biologiste Donna Haraway, qui proclame: «On ne naît pas organisme. Les organismes sont fabriqués» (p. 112). Les

sciences naturelles auraient ainsi fixé «d'autorité» des limites à l'émancipation individuelle en construisant la catégorie de nature, mais la maîtrise technique pourrait enfin nous en libérer. De l'avis d'Azam, Haraway nie le caractère destructeur et aliénant de ce type de conquête. Critique face aux processus de (re)fabrication de la vie, Azam redoute aussi l'«accomplissement d'un biopouvoir, qui entend prendre la vie en tant que telle pour la gouverner et l'améliorer» (p. 140).

Enfin, elle dénonce la bioéconomie, «un processus qui, au lieu de considérer l'économie comme un sous-système de la biosphère, tente d'englober cette dernière et le vivant dans le système économique» (p. 174). Dans cette perspective, la nature est un flux de services à internaliser ou une biobanque sur laquelle adosser des titres financiers. Le marché de la biodiversité piétine, rassure l'auteure, mais elle refuse cette application d'une rationalité instrumentale à la gestion d'une nature marchandisée.

L'âge de la fragilité, conclut-elle, pourrait inspirer un renouvellement de l'imaginaire, pour tirer des limites rencontrées «un récit ouvert, qui fasse droit à l'incroyable diversité des expériences» alternatives (p. 215), souvent faites de pratiques non violentes et ingénieuses, de basse technologie et de convivialité.

Benoît Rose



librairie
ZONE libre

262 Ste-Catherine Est  Berri-UQAM

Tél.: 514-844-0756 - www.zonelibre.ca